

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 13 AVRIL 2016**

DS/RT

**OBJET : N° 5.1 – FINANCES –
MODIFICATION UNILATERALE CONTRAT DSP « ASSAINISSEMENT » AVEC SOCIETE SAUR -**

L'an deux mille seize, le treize du mois d'avril à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat.

M. Joseph FALLOT, Membre du Bureau,
M. Stéphane CIVIER, Membre du Bureau,
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Membre du Bureau,
M. James BELLOT, Membre du Bureau.

Etaient absents excusés :

M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat.

M. Jean-Marie DURIEU, Membre du Bureau,
M. Patrice FLAMBEAUX, Membre du Bureau.

Etaient absents :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat.

M. René UGHETTO, Membre du Bureau,
M. Marc SOUTEYRAND, Membre du Bureau,
Mme Jessica KONARZEWSKI, Membre du Bureau.

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER.

OBJET : N° 5.1 – FINANCES –

MODIFICATION UNILATERALE CONTRAT DSP « ASSAINISSEMENT » AVEC SOCIETE SAUR -

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Le SEBA, en tant qu'autorité délégante, en vertu de son pouvoir de modification unilatérale des contrats administratifs, est habilitée à modifier en cours d'exécution, et sans avoir à recueillir le consentement du délégataire, les clauses de la convention de délégation de service public relatives à l'organisation du service, si cela ne change pas l'objet ni ne bouleverse pas l'économie de la convention. Dès lors que la mise en œuvre de ce pouvoir de modification unilatérale entraîne un préjudice pour le délégataire, ce dernier doit pouvoir être indemnisé.

Il est aujourd'hui nécessaire de procéder à trois modifications unilatérales du contrat de délégation de service public de l'assainissement du 20 décembre 2007, pour intégrer les clauses suivantes :

- **Article 4.3. – Conventions spéciales de raccordement** : il est ajouté à la fin de l'article le paragraphe suivant : « *Le délégataire mène, en relation avec la collectivité, les études permettant la rédaction des conventions et le calcul du coefficient de pollution.* »
- **Article 5.5. – Abonnés en situation de pauvreté – précarité** : il est ajouté à la fin de l'article le paragraphe suivant : « *L'article 28 de la loi dite « Brottes » (loi n°2013-312 du 15 avril 2013 visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre et portant diverses dispositions sur la tarification de l'eau et sur les éoliennes) autorise le « versement d'aides pour l'accès à l'eau pour les foyers ayant des difficultés de paiement de leurs factures d'eau et dont les ressources sont insuffisantes ».*
Or, lors du comité syndical du 8 décembre 2014, le SEBA a approuvé le principe de l'expérimentation pour un tarif social de l'eau, selon les termes de l'article 28 susdit. Après dépôt et validation de son dossier de candidature, le SEBA a été inscrit sur la liste des collectivités retenues pour participer à l'expérimentation, par le décret n°2015-962 du 31 juillet 2015.
La collectivité demande au délégataire de mettre en œuvre pour son compte les procédures d'aide au paiement des factures d'eau dans le cadre de la loi citée ci-dessus, ce qui suppose : l'établissement de liens avec les services sociaux du Département, la gestion des relations avec les usagers concernés, les procédures de réfaction des factures, les comptes rendus socio-financiers auprès de la collectivité. »
- **Article 8.4. – Part collectivité de la redevance** : il est ajouté à la fin de l'article le paragraphe suivant : « *La collectivité demande au délégataire de percevoir pour son compte les sommes dues par les propriétaires au titre de l'application des articles L1331-1 et L1331-8 du code de la santé publique* ».

Les indemnités demandées par le délégataire en contre partie de ces trois modifications unilatérales du contrat se portent à :

- Article 4.3 : 3 500 euros H.T. par convention (prévision de 7 conventions jusqu'à fin 2017)
- Article 5.5 : frais de gestion « tarification sociale de l'eau » : égaux à 8 % des sommes allouées par le SEBA (évalués à 1 600 € annuels sur la base d'une prise en charge de 20 000 €).
- Article 8.4 : frais de gestion « articles L1331-1 et L1331-8 CSP » égaux à 8 % des sommes perçues pour le compte de la collectivité entre 2011 et 2015 (période non frappée de prescription), soit 20 588 euros H.T., et 8% des sommes qui seront perçues en 2016 et 2017.

Il est proposé au bureau d'approuver ces trois modifications unilatérales du contrat de délégation de service public d'assainissement du 20 décembre 2007, d'accepter les indemnités correspondant au préjudice subi par le délégataire, et d'autoriser le président à toutes démarches dans ce dossier.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL